

Agence de Lyon
17 Avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE
Tel 04 78 89 73 88
ctc.lyon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.2

Mission(s)		
F, HYSa, LE, LP (L*+P1), SEI (*), VIEL (*)		
Nos références	Vos références	Date
690C257N (690-C-2025-00F2)	DT 25-2292 - Marché 23011S	30/07/2025

VILLEURBANNE LA DOUA GYMNASSE SAPINS INSTALLATION CTA

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1



Envoi	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1 - GUISLAIN Nicolas	Maître d'ouvrage	marches@univ-lyon1.fr / nicolas.guislain@univ-lyon1.fr
-------	--	------------------	---

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT - Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN

Le chargé d'affaire,
Aurélien BOUCHEROT

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Fonctionnement des installations	13
VIII.4 - Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation.....	16
VIII.5 - Classement et référentiel.....	20
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	22
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type X (*).....	28
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	29

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport porte sur la pose d'une CTA dans les vestiaires du gymnase Sapin.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2025-00F2 et qui sont détaillées ci après :

- F - Mission de fonctionnement des installations
- HYSa - Mission relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT

Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Installation d'une CTA des vestiaires et sanitaires du bâtiment Gymnase des Sapins

Adresse de l'opération :

Gymnase des Sapins 4 avenue Claude Bernard 69100 Villeurbanne

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

200 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 2 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Descriptifs** - Date : 24/06/2025 - Réception : 22/07/2025

Notice technique de faisabilité

- **Plans fluides** - Date : 06/2025 - Réception : 22/07/2025

Plan CVC indice A dans les vestiaires et en extérieur

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

- * Il est proposé la création de souche béton associé à une reprise de l'étanchéité.

Le dossier technique d'exécution du lot étanchéité nous sera transmis et en phase exécution.

- * Le faux plafond métallique de type cassette posé dans le cadre des travaux doit proposer une classe d'emploi C (pour locaux avec risque de condensation voir DTU 58.1 P1-1 §5.1).

Deplus, les cassettes de faux plafond devront être traité contre les effet de l'exposition à la corrosion.
Voir norme EN13964 tableau 9.

- * Note de calculs justifiant le dimensionnement de l'alimentation électrique de la CTA à transmettre.
- Il convient de respecter une distance de 8m entre le rejet d'air vicié de la CTA et tout reprise d'air.
- Il nous sera communiqué la note de calcul des débits vestiaires et douches permettant de dimensionner la CTA implantée.
- * CTA implantée devra être associée à la coupure d'arrêt d'urgence ventilation de l'établissement.

Non décrit dans la notice technique.

- * Les certificats et classement de matériaux constituant la CTA et sont réseaux nous seront communiqué en phase exécution.
- * Conformité NF EN 60-598 requise pour les appareils d'éclairage.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide

- Tracé

- Mission fonctionnement : note de calcul de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de production et d'alimentation en eau chaude, des réseaux bouclés, des réseaux d'assainissement, des réseaux de ventilation

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité

Aménagements

- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Correction acoustique conduit : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA
- Centrale de traitement d'air - filtre : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air - DAD : Attestation de marquage NF S 61-961

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Fonctionnement des installations
- Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type X (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>CONSTRUCTION EN BOIS</p> <p>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</p> <p>Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)</p> <p>Dispositions constructives particulières Traitement de points singuliers</p> <p>REVETEMENTS</p> <p>REVETEMENTS DE SOL</p> <p>Carrelages</p> <p>Dispositions particulières Locaux des Grandes Surfaces ou à charges d'exploitation élevées</p> <p>PARTITIONS</p> <p>PLAFONDS</p> <p>Principe constructif général Comptabilité avec la destination des locaux</p>	<p>PM</p> <p>AS</p>	<p>Il est proposé la création de souche béton associé à une reprise de l'étanchéité.</p> <p>Le dossier technique d'exécution du lot étanchéité nous sera transmis et en phase exécution.</p> <p>Le faux plafond métallique de type cassette posé dans le cadre des travaux doit proposer une classe d'emploi C (pour locaux avec risque de condensation voir DTU 58.1 P1-1 §5.1).</p> <p>Deplus, les cassettes de faux plafond devront être traité contre les effet de l'exposition à la corrosion. Voir norme EN13964 tableau 9.</p>

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants	PM	Absence de rapport de diagnostic portant sur l'état d'usage du bâtiment lors de la rédaction du présent rapport.

VIII.3 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GENERALITES Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.		
2.1 - Art 70	RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU	HM	Non modifié dans le cadre des travaux de pose d'une CTA dans les vestiaires du gymnase Sapin.
Titre I - 10.2	RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	HM	Non modifié dans le cadre des travaux de pose d'une CTA dans les vestiaires du gymnase Sapin.
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES	HM	
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F.
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	SO	
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AS	Note de calculs justifiant le dimensionnement de l'alimentation électrique de la CTA à transmettre.
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	SO	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surtensions d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surtensions transitoires...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	PM	
	Bilan de puissance	AS	Note de calculs justifiant le dimensionnement de l'alimentation électrique de la CTA à transmettre.
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	AS	Note de calculs justifiant le dimensionnement de l'alimentation électrique de la CTA à transmettre.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	SO	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.
R1321-58 - Ar23-06-78 art36	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE	HM	Non modifié dans le cadre des travaux de pose d'une CTA dans les vestiaires du gymnase Sapin.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 P112DT U60.1P1 12	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	Non modifié dans le cadre des travaux de pose d'une CTA dans les vestiaires du gymnase Sapin.
DTU60.1 1P3-5.2 - DTU60.1 P112	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.
	Généralités		Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Art 63.1	Dispositions de caractère général Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.	PM HM PM	Il convient de respecter une distance de 8m entre le rejet d'air viciée de la CTA et tout reprise d'air. Il convient de respecter une distance de 8m entre le rejet d'air viciée de la CTA et tout reprise d'air.
Art 63.2	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique	PM	
Art 64.1 - Art 65	Ventilation mécanique	HM	
R4212-1 - R4222- 9	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113- 8.3	AERATION DES LOGEMENTS	SO	Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
R241-26 à 29 - R4213-7 à R4213- 9	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION	HM	Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0

VIII.4 - Hygiène et santé - bâtiment autres que habitation

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques figurant dans les textes énumérés ci-après :

- code du travail articles R4212-1 à R4212-7 en ce qui concerne l'aération et l'assainissement des locaux à pollution non spécifique ;
 - code du travail articles R4217-1 et R4217-2 en ce qui concerne les installations sanitaires hors locaux de restauration et de repos ;
 - code de la santé publique articles R1321-43 à R1321-59 en ce qui concerne les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eaux destinées à la consommation humaine ;
 - code de la santé publique article L1331-1 ;
 - arrêté du 07/09/2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif ;
 - règlement sanitaire départemental, articles 63 à 66 relatifs à la ventilation des bâtiments autres que d'habitation ;
 - règlement sanitaire départemental articles 67 à 71 relatifs aux équipements sanitaires dans les bâtiments autres que d'habitation ;
- En ce qui concerne la prévention du risque lié à la présence de légionnelles, ou autres germes pathogènes dans les circuits de distribution d'eau et de traitement d'air, la mission comprend uniquement le contrôle en phase conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36§2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/ 2007) ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	REFERENTIEL SPECIFIQUE Existence de prescriptions particulières avec effet sur la mission de Bureau Alpes Contrôles, en règlement sanitaire départementale concerné AERATION DES LOCAUX A POLLUTION NON SPECIFIQUE		Référentiel : code du travail ; règlement sanitaire départementale type
R4212-1	Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	
R4222-4	Ventilation des locaux à pollution non spécifique Existence d'une ventilation mécanique ou naturelle permanente Ventilation naturelle autorisée si le local possède des ouvrants donnant directement sur l'extérieur et accessibles aux occupants.	AF SO	Nouvelle CTA implantée dans le cadre des travaux permettant l'extraction et la ventilation du vestiaire et des sanitaires.
R4222-5	Aération exclusive par ouverture de fenêtre ou autre ouvrant.	SO	
R4222-6	Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m3/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m3/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m3/h -Autres ateliers et locaux 60m3/h	PM	Il nous sera communiqué la note de calcul des débits vestiaires et douches permettant de dimensionner la CTA implantée.
R4222-7	Occupation épisodique Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.		
R4222-8	Traitement de l'air L'air recyclé envoyé dans les locaux à pollution non spécifique doit être filtré. L'air recyclé ne peut pas être pris en compte dans le calcul du débit minimal d'air neuf (tableau de l'article R4222-6). En cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage est arrêté.		
R4222-9	Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique		
RSDArt 63	Généralités du règlement sanitaire départementale type		Les débits et volumes ci-après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. (celles-ci sont visées par le chapitre 2, titre 3, livre 2).
RSDArt 63.1	Dispositions de caractère général La ventilation des locaux est mécanique ou naturelle par conduit soit naturelle pour les locaux donnant sur l'extérieur par ouvrant.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p> <p>Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes</p> <p>Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.</p>		
RSDArt 63.2	<p>Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux</p> <p>L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique</p>	PM	
RSDArt 64	VENTILATION MECANIQUE OU NATURELLE PAR CONDUITS		
RSDArt 64.1	<p>Locaux à pollution non spécifique</p> <p>Le débit d'air neuf minimal est conforme à la destination des locaux.</p> <p>Dans les locaux où il est interdit de fumer, la teneur maximale en dioxyde de carbone est 1‰ (tolérance de 1,3 ‰)</p> <p>Lors de l'occupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée si celle-ci est remise en marche avant occupation des locaux et maintenue un temps suffisant après</p> <p>L'air neuf entrant dans ces locaux ne transite pas par d'autres locaux</p> <p>L'air neuf peut être mélangé à l'air recyclé sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf.</p> <p>Le recyclage par groupe de locaux est possible s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et si l'air est filtré.</p>	PM	Il nous sera communiqué la note de calcul des débits vestiaires et douches permettant de dimensionner la CTA implantée.
RSDArt 65	Prescription relatives aux installations et à leur fonctionnement	SO	
RSD Art 66	Ventilation par ouvrant extérieur	SO	
RSDArt 66.1	Locaux à pollution non spécifique	SO	
RSDArt 66.3	<p>Surface des ouvrants</p> <p>La surface des ouvrants est suffisamment grande par rapport à la surface au sol du local.</p>		
	INSTALLATIONS SANITAIRES MISES A DISPOSITION DES TRAVAILLEURS		Référentiel : code du travail
R4217.1	Les bâtiments sont conçus et réalisés conformément aux articles R.4228-1 à R.4228-15, relatifs aux installations sanitaires	PM	
R4228-1	L'employeur met les moyens d'assurer aux travailleurs leur propreté : Présence de vestiaire Présence de lavabos Présence de cabinets d'aisances Le cas échéant présence de douches		
R4228-2	Vestiaires et lavabos		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4228-3	Implantations et dispositions: Dans un local spécial de surface convenable Isolé de locaux de travail et de stockage A proximité du passage des travailleurs Si les vestiaires et lavabos sont installés dans des locaux séparés, la communication entre ces locaux est possible sans traverser : Des locaux de travail Des locaux de stockage Et sans passer par l'extérieur	HM	Seul les faux plafond sont remplacé par des fax plafond métallique
R4228-4	La surface des murs et du sol permet un nettoyage efficace et le local est tenu en état constant de propreté.	HM	
R4228-5	Les locaux doivent être conformes aux dispositions des articles R 4212-1 à R 4212-7(cf. première partie) et convenablement chauffés	AF	
R4228-7	Présence d'installations séparées pour les travailleurs masculins et féminins	HM	
R4228-8 - R4228-9	Eau potable et dispositifs de séchage et de nettoyage	HM	Référéntiel : règlement sanitaire départementale
R4228-10 - R4228-15	Les Douches	HM	
Art 67 - Art 71	Les cabinets d'aisances	HM	
R1321-48 et 49 - R1321-57	INSTALLATIONS SANITAIRES POUR LES LOCAUX AUTRES QU'A USAGE D'HABITATION	HM	
Art 36§2Art 36§2	RESEAUX INTERIEURS DE DISTRIBUTION D'EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE	HM	Référéntiel : Code de la santé publique. Il est rappelé que la mission ne concerne que l'absence de traitement d'eau, l'absence de canalisation en plomb, la présence de dispositifs contre les retours d'eau
L1331-1L1331-1	PREVENTION DU RISQUE LIE A LA PRESENCE DE LEGIONNELLES OU AUTRES GERMES PATHOGENES DANS LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION D'EAU	HM	la mission comprend uniquement le contrôle en phase conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36§2 de l'arrêté du 23/06/78 modifié par l'arrêté du 30/11/2005 et de la partie correspondante de l'annexe technique de la circulaire n°2007-126 du 03/04/ 2007)
Art 1 - Ar 7 09 2009	RACCORDEMENT DES IMMEUBLES AUX RESEAUX PUBLICS DE COLLECTE POUR RECEVOIR LES EAUX USEES DOMESTIQUES	HM	Référéntiel : art L1331-1 du code de la santé publique
	SYSTEME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF RECEVANT UNE CHARGE BRUTE DE POLLUTION ORGANIQUE INFERIEURE OU EGALE A 20 EQUIVALENT HABITANT	HM	Référéntiel : arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 (20 équivalent habitant)

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Le bâtiment est un établissement sportif en simple rez-de-chaussée.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme existante non modifiée par les présents travaux
- Moyens d'extinction fixes : Extincteurs portatifs non modifiés par les présents travaux
- Ventilation : ventilation de confort
- Chauffage : Non modifié dans le cadre des travaux
- Stockage combustible : SO
- Désenfumage : SO
- Cuisson : SO
- Ascenseur : SO

Date d'application du référentiel réglementaire : 01/07/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : L'effectif de l'établissement n'est pas modifié dans le cadre des présents travaux de pose d'une CTA dans les vestiaires

Effectif du public : Non modifié personnes

Effectif du personnel : Non modifié personnes

3ème catégorie de type X

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il ne nous a pas été communiqué le PV de commission de sécurité lié aux présents travaux de pose d'une CTA alimentant les vestiaires de l'établissement.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 04/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type X
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Il ne nous a pas été communiqué le PV de commission de sécurité lié aux présents travaux de pose d'une CTA alimentant les vestiaires de l'établissement.

Autres prescriptions particulières :

Il ne nous a pas été communiqué le PV de commission de sécurité lié aux présents travaux de pose d'une CTA alimentant les vestiaires de l'établissement.

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public Section I - Classement des Etablissements GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux. Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité. GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants. Section III - Contrôle des Etablissements GN 11 Notification des décisions. GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction. Section IV - Travaux GN 13 Travaux dangereux. Section V - Normalisation GN 14 Conformité aux normes - Essais de laboratoires. GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants. Section VI - Structures provisoires et démontables GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents PM Établissement de type X classé en 3ème catégorie. Non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA. SO SO PM SO Uniquement X HM A respecter par l'exploitant. SO HM Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA. HM AF Le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA. PM PM Les justificatifs nous seront fournis en phase exécution. HM A respecter par l'exploitant. HM Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA. HM Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA. PM PM Les justificatifs nous seront fournis en phase exécution. HM HM

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
CO 1 - CO 61 §7	Chapitre II - Construction	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plafond proposé en cassette métallique de 600x600mm dans les vestiaires.
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 8	Produits d'isolation.	HM	
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	HM	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	HM	
AM 15 - AM18 § 3	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	HM	
AM 19 - AM 20	Section V – Elements à vocation décorative	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	HM	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane	SO	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 23 - CH 25	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud	HM	
CH 26 - CH 27	Section VI - Eau Chaude Sanitaire	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Identification des installations traitées en ventilation de confort: CTA implantée à l'extérieur de l'établissement pour ventiler les locaux vestiaires du bâtiment.
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	
CH 30		SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31		SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	Conduit métallique
CH 33	Prises et rejets d'air.	PM	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AS	CTA implantée devra être associée à la coupure d'arrêt d'urgence ventilation de l'établissement.
			Non décrit dans la notice technique.
CH 35§2 - CH 35§4 et 5	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	HM	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	PM	Les certificats et classement de matériaux constituant la CTA et sont réseaux nous seront communiqué en phase exécution.
CH 37	Batterie de résistance électrique.	PM	
CH 38	Filtres.	HM	La CTA propose un débit inférieur à 10 000m3/h
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	
EL 2	Documents à fournir.	PM	
EL 3	Définitions.	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 4	Règles générales.		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AS	Note de calculs justifiant le dimensionnement de l'alimentation électrique de la CTA à transmettre.
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	SO	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	SO	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	SO	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	SO	
EL 5 - EL 11	Section II – Règles d'Installation	SO	
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	SO	
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	SO	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	AF	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	Conformité NF EN 60-598 requise pour les appareils d'éclairage.
	Section II - Eclairage Normal		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EC 6	Règles de conception et d'installation.	SO	travaux limités au remplacement de luminaire (alimentations existantes)
EC 7 - EC 15	Section III - Eclairage de Sécurité	SO	
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	SO	
MS 1 - MS 75	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie	HM	Disposition non modifiée dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type X (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre XII - Etablissements du Type X (Etablissement sportifs couverts)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 30/10/2023 et précédents.
	Section I - Généralités		
X1	Etablissement assujettis	PM	Établissement de type X classé en 3ème catégorie. Non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X2	Calcul de l'effectif	PM	Établissement de type X classé en 3ème catégorie. Non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X3	Traitement des eaux des piscines	SO	
X4 - X10	Section II - Construction	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X11 - X14	Section III - Dégagements	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Section IV - Aménagements		
X15	Plafonds et faux plafonds	AF	Plafond proposé en cassette métallique de 600x600mm dans les vestiaires.
X16	Revêtements de sols	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X17	Eléments de séparation	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X18	Tribunes non démontables	SO	
X19 §1 - X19 §3	Section V - Désenfumage	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X20X20	Section VI - Chauffage	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
X21X21	Section VII - Installations du Gaz	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.
	Section VIII - Eclairage		
X22	Eclairage normal		
X23	Eclairage de sécurité		
X24 - X27	Section IX - Moyens de Secours	HM	Disposition non modifié dans le cadre des présents travaux d'implantation d'une nouvelle CTA.

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Sécurité des occupants</p> <p>Implantation et caractéristiques des garde-corps</p> <p>Implantation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation 		
CCH L134-12			
NF P01-012 - 1988	<p>Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage 	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012-2024	<p>Caractéristiques des éléments de protection</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur - épaisseur - Risques d'appuis sur l'élément - Risques de dénivelés - Vides dans l'élément - risque de passage à travers - Résistance des éléments aux charges 		Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
P01-013	<p>Résistance aux chocs de sécurité</p> <p>Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais</p>		
NF E85-015	<p>Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm - Hauteur de protection - Lisse intermédiaire, plinthe - Espace libre entre éléments de garde-corps. 	HM	Se référer à la mission L ou LP par ailleurs
DTU 39-P5	<p>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</p>		
Chapitre 4	<p>Protection contre les chutes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps 		
Chapitre 5	<p>Risque de blessure en cas de heurt</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes 		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-7	Saillies et dépôts	PM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
Section 3 Désenfumage			
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique		
R4216-16	Voir arrêté d'application		
Section 4 Chauffage des Locaux			
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers		
R4227-16	Combustibles liquides		
R4227-18	Installations des appareils		
R4227-19	Alimentation des appareils		
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment		
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution		
R4216-20	Usage de la brasure tendre		
Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables		HM	
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)		
R4216-21-3	Arrêté spécifique pour installations industrielles utilisant gaz combustible et hydrocarbures liquéfiés		
R4216-22	Ventilation		
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol			
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.		
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.		
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.		
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.		
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.		
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.		
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gaines et conduits.		
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 9	<p>Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encoisonnés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure</p> <p>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail</p>		
Art.10	Généralités.		
Art.11	Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire.		
Art.12	Désenfumage naturel.		
Art.13	Désenfumage par tirage mécanique.		
Art.14	Règles relatives aux systèmes de désenfumage		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel		
Art.14	- Règles relatives aux systèmes de désenfumage mécanique		
Art 14	Atrium : règles de construction suivant l'IT 263		
Art 14	Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263		
Art.15	Vérification des installations de désenfumage.		
Arrêté du 23/06/19 78	<p>Installations de Chauffage</p> <p>Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public</p>		Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/19 68	<p>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</p> <p>Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.</p>		
Arrêté du 01/0720 04	<p>Installations de Stockage Produits petroliers</p> <p>Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.</p>		
Arrêté du 30/07/19 79	<p>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</p> <p>Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.</p>		
Arrêté du 23/02/20 18	<p>Installations de Gaz</p> <p>Règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes</p> <p>Organe de coupure</p> <p>Alimentation en gaz</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 22/10/19 69	<p>Ventilation des locaux</p> <p>Évacuation des produits de combustion</p> <p>Conduits de Fumée</p> <p>Conduits de fumée desservant les logements.</p> <p>DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION</p> <p>Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013</p> <p>Art 3 décret 2011-36 R142-3</p> <p>Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015.</p> <p>Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi.</p> <p>R142-3</p> <p>Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant</p> <p>R142-2</p> <p>Présence d'au moins un détecteur par logement.</p> <p>R142-2</p> <p>Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.</p> <p>Art 2</p> <p>Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013</p> <p>Art 3</p> <p>Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.</p> <p>Art 4</p> <p>Marquage CE</p> <p>Art 6</p> <p>Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.</p> <p>R142-2</p> <p>Mise sous tension, surveillance, entretien.</p> <p>R142-5</p> <p>Attestation à l'assureur.</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>	<p>Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.</p> <p>Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.</p> <p>L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant</p> <p>A respecter également en exploitation.</p> <p>A respecter également en exploitation.</p>
<p>D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-</p> <p>D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-</p>	<p>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</p> <p>Preuve de conformité des appareils sous pression de gaz et de vapeur par le marquage approprié.</p>		
<p>Décret n° 2003-296</p>	<p>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS</p> <p>Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection.</p> <p>Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).</p>	<p>HM</p>	
Arrêté du 21/12/19 93	<p>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</p> <p>Section 1 - Définitions</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
ART. 1	Définitions pour l'application du présent arrêté.		
	Section 2 - Installations nouvelles		
ART. 2	Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules.		
ART. 3	Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail.		
ART. 4	Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail.		
	Section 3 - Installations existantes		
ART. 5	Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles.		
ART. 6	Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2.		
ART. 7	Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail.		
Art. 8 à Art. 10	Section 4 - Maintenance et vérifications	PM	